

Dossier de presse du 15 juin 2022

Les résultats de l'IMD World Competitiveness Yearbook 2022 sont sous embargo jusqu'au mercredi 15 juin à 00H01.

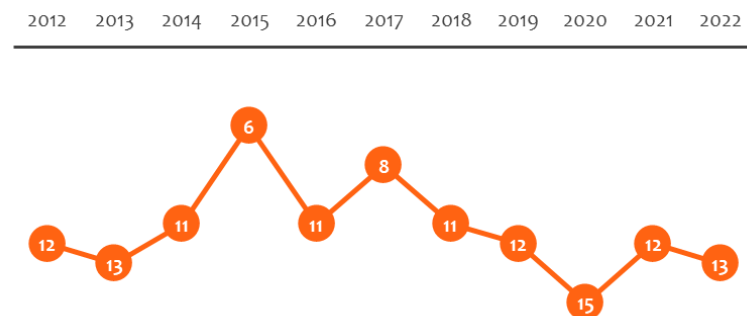
IMD World Competitiveness Yearbook 2022

Naviguer parmi les courants de l'inflation

2020, 2021 et maintenant 2022 sont des années de grands remous pour la conjoncture économique et la compétitivité. Dès lors, la perte d'un rang du classement du Luxembourg au sein du *World Competitiveness Yearbook* (WCY) de l'institut suisse IMD¹, pour se situer en **13^{ème} position** lors de cette nouvelle édition, est un enseignement important sur la capacité de l'économie luxembourgeoise à renforcer sa compétitivité durant cette période. L'indicateur que tous les économistes observent à l'heure actuelle est le taux d'inflation. L'augmentation des prix à des niveaux non atteints depuis des décennies ne sera pas sans conséquence sur le pouvoir d'attraction, de progression, voire d'innovation, des différentes économies. Le Luxembourg, caractérisé par des mécanismes automatiques d'ajustements des salaires et des prestations sociales aux prix et par une forte tension démographique sur son territoire et ses infrastructures, fait face à un défi encore plus important que la plupart de ses concurrents. Est-ce le signal envoyé par des dirigeants d'entreprises plus sévères que l'an passé sur les performances compétitives du Grand-Duché ?

Le rapport d'IMD montre pourtant que le Luxembourg dispose de fondements compétitifs solides. L'économie luxembourgeoise reste parmi les plus stables au niveau des finances publiques, malgré les importantes dépenses entreprises durant la crise Covid. Le rebond d'activité a été manifeste en 2021, malgré une baisse bien moindre que dans la plupart des autres économies en 2020. Cette bonne performance s'observe aussi s'agissant du commerce extérieur et des investissements internationaux. Toutefois, les bons résultats d'aujourd'hui n'augurent pas ceux de demain et notamment ne disent pas si les graines semées sont les bonnes. Ainsi, l'éducation et les talents, l'innovation, les transitions écologiques et digitales, les pratiques de gestion des entreprises, sont autant de domaines où le Grand-Duché doit progresser pour affronter mieux que les autres les crises qui viendront.

L'évolution du classement général du WCY en un clin d'œil



¹ Depuis 1989, l'institut suisse IMD (*International Institute for Management Development*) analyse la compétitivité de plus de 60 pays. Le classement est basé sur des indicateurs statistiques (*hard data*) et sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. L'enquête est coordonnée par la Chambre de Commerce pour le volet luxembourgeois. Le classement IMD repose sur 250 indicateurs rassemblés sous quatre piliers : les performances économiques, l'efficacité des pouvoirs publics, l'environnement des affaires et la qualité des infrastructures.

L'inflation et les vents contraires de 2022

Dans son rapport, l'institut IMD évoque le contexte particulier de l'année 2022 et les vents contraires à traverser pour la compétitivité des pays. La prolifération des vaccins a permis une reprise économique très dynamique dans le monde entier (qui totalise une croissance du PIB de +5,6% en moyenne), croissance qui a aussi donné lieu à de fortes pressions inflationnistes, provoquées notamment par la persistance de goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement. La guerre en Ukraine a contribué à entretenir et renforcer cette inflation.

L'enquête, menée auprès des dirigeants d'entreprises dans le monde entier, s'intéresse aux tendances les plus importantes pour 2022 en lien avec la compétitivité. Les pressions inflationnistes (50%), les conflits géopolitiques (49%) et les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement (48%) ressortent fortement et représentent des défis qui n'existaient pas, il y a encore un an. Le travail à distance et les nouvelles formes de travail sont aussi fortement cités.

Les coûts, point d'attention de la compétitivité luxembourgeoise

En conséquence de ce nouveau contexte, la compétitivité-coût gagnera encore en importance dans les années à venir, ce que note d'ailleurs les dirigeants luxembourgeois interrogés. Le Luxembourg figure aujourd'hui parmi les économies où le coût horaire est le plus élevé dans l'industrie (55ème), tandis que les coûts salariaux unitaires pour l'ensemble de l'économie ont progressé de 1,27% en un an (27ème). L'économie luxembourgeoise est aujourd'hui 57ème en matière de rémunération des professions de services et 54ème pour la rémunération du management, ce qui montre le niveau important des salaires (et donc du coût du travail). L'évolution des prix est un point faible de la compétitivité luxembourgeoise qui s'aggrave chaque année, avec notamment une 51ème place pour le pilier « Prix » en 2022 et une 39ème position pour le taux d'inflation. Contenir la spirale inflationniste et ses effets est une priorité pour maintenir la compétitivité-coût, notamment pour les coûts salariaux.

Des doutes sur la capacité des entreprises à performer dans un contexte multi crises

Alors que le PIB luxembourgeois avait fortement rebondi en 2021 et que 2022 débutait sous le signe d'une confiance retrouvée, les entreprises sont confrontées au retour de l'incertitude, du fait de l'invasion russe en Ukraine et de ses effets délétères sur le prix des matières premières (énergie comprise) et les chaînes d'approvisionnement déjà tendues. L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises, initiée le 17 février 2022 (soit quelques jours avant l'invasion de l'Ukraine) indique l'émergence de nouvelles préoccupations. Faisant suite à une embellie l'année passée, les résultats de l'enquête portant sur les pratiques managériales, notamment, pointent à la baisse. Les dirigeants d'entreprises interrogés sur l'agilité des entreprises font passer le Luxembourg de la 21^{ème} position (2020), à la 11^{ème} (2021), puis à la 30^{ème} (2022). Cette dynamique en dents de scie, avec une chute abrupte du classement cette année, est également visible sur l'indicateur « évolution des conditions de marché », les entreprises rencontrant davantage de difficultés à s'informer sur le sujet (22^{ème} en 2020, 16^{ème} en 2021, 38^{ème} en 2022), tout comme sur leur capacité à réagir rapidement aux opportunités et menaces (+6 places de 2020 à 2021 ; -37 rangs entre 2021 et 2022).

Les 4 défis en 2022 pour la compétitivité du Luxembourg

1. Atténuer les effets de la hausse des taux d'inflation (y compris la flambée des prix des matières premières et des prix de l'énergie) sur la rentabilité des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages.
2. Accélérer la transition verte et donc la transition vers une économie durable et décarbonée, via le développement des écotechnologies.
3. Passer d'une économie extensive à une économie caractérisée par une croissance plus qualitative, basée sur un cycle de développement circulaire.
4. Répondre aux difficultés rencontrées par les entreprises pour trouver et retenir les talents à court et à plus long terme.

Les défis ont été proposés par la Chambre de Commerce à l'institut IMD en tant que partenaire institutionnel du classement pour le Luxembourg.

Education et talents en 2022 : état des lieux et pistes de réflexion

Le Luxembourg est un pays hautement compétitif en termes d'éducation/attraction des talents par certains égards, mais peine cependant à surmonter ses points faibles, qui se retrouvent dans les éditions du classement IMD d'une année à l'autre. Au regard des difficultés croissantes des entreprises à attirer et garder des talents, alors qu'apparaissent de nouveaux besoins en compétences pour mener à bien la double transition digitale et environnementale et que le télétravail amène à repenser l'organisation même du travail et les lieux où il est exercé, le sujet prend une nouvelle résonance.

Le Grand-Duché jouit d'une forte attractivité économique (7^{ème} en 2022 sur l'attractivité du pays pour les étrangers hautement qualifiés) et peut se prévaloir d'un taux d'emploi (en pourcentage de la population) très élevé (76,7% en 2021) avec ses quelque 208.000 frontaliers qui y travaillent. Malgré la crise Covid, l'emploi progresse fortement (+2% en 2020 ; +3% en 2021) et le taux de chômage se maintient sous la barre des 7% depuis 2015. La dynamique démographique (augmentation de la population de 23% en 10 ans, de 2012 à 2022) constitue un atout additionnel, sachant que le stock de main-d'œuvre étrangère représentait 57,6% de la population en 2020. Sur le volet éducatif, le système scolaire luxembourgeois se distingue par des ratios élèves/enseignant dans le primaire et le secondaire parmi les plus faibles au monde (respectivement 1^{er} et 7^{ème} sur les 63 économies incluses dans le classement IMD). Les dépenses publiques par élève/étudiant y sont très élevées et progressent d'une année à l'autre, correspondant à plus de 4 fois la moyenne des 63 pays en 2019. A cela s'ajoute un niveau élevé en langue (le Luxembourg est 6^{ème} pour cet indicateur), de très bonnes performances pour la part des femmes diplômées de 25-34 ans (52,5% des diplômés en 2020, 11^{ème}) et une forte mobilité internationale de ses étudiants (19,7 étudiants pour 1.000 habitants étudient à l'étranger).

Si l'on peut se réjouir de l'ouverture du système éducatif luxembourgeois à l'international et de ses atouts en termes d'encadrement et de maîtrise des langues étrangères, il convient de garder à l'esprit une problématique essentielle de la compétitivité du Grand-Duché : le lien entre formation/compétence d'un côté et besoin des entreprises de l'autre. Dans un marché du travail tendu, les dirigeants d'entreprises craignent davantage que par le passé que l'exode des « cerveaux » (personnes à haut niveau d'études et qualifiées) n'affecte la compétitivité du pays, le pays passant de la 12^{ème} place en 2021 à la 23^{ème} en 2022. Par ailleurs, ils disent avoir de plus en plus de mal à recruter des ingénieurs qualifiés et des personnes

ayant des compétences digitales et techniques. Le Luxembourg se situe à la 51^{ème} position concernant le pourcentage de diplômés en sciences (19% en 2019, en dessous de la moyenne des 63 économies qui est de 24,7%). Leur difficulté à trouver des managers seniors expérimentés (- 8 rangs en une année) et le relatif faible taux d'activité des femmes (39,5% de la population active en 2019 ; 51^{ème}) constituent des facteurs aggravants. L'enjeu est donc double : mobiliser les ressources présentes sur le territoire et promouvoir les cursus scientifiques, d'une part ; renforcer l'attractivité du Luxembourg pour attirer et garder les profils indispensables au maintien de la compétitivité luxembourgeoise, d'autre part. Des pays pionniers tels que l'Islande, la Suisse, le Danemark ou Singapour pourraient utilement servir de sources d'inspiration.

Analyse détaillée du World Competitiveness Yearbook (WCY) 2022

LE CLASSEMENT GLOBAL

Ranking 2022			 Economic Performance	 Government Efficiency	 Business Efficiency	 Infrastructure
01	Denmark		13	06	01	02
02	Switzerland		30	01	04	01
03	Singapore		02	04	09	12
04	Sweden		21	09	02	03
05	Hong Kong SAR		15	02	07	14
06	Netherlands		19	12	03	05
07	Taiwan, China		11	08	06	13
08	Finland		44	10	05	04
09	Norway		25	05	10	06
10	USA		03	27	12	07
11	Ireland		07	11	11	23
12	UAE		06	03	17	26
13	Luxembourg		01	13	20	24
14	Canada		10	18	13	11
15	Germany		05	21	21	09

International : Le Danemark gagne 2 rangs par rapport à l'an passé, devenant l'économie la plus compétitive au monde. Elle devance 2 pays européens, la Suisse, qui recule à la 2^{ème} place et la Suède qui passe de la 2^{ème} à la 4^{ème} position. En 3^{ème} position, Singapour progresse de 2 places par rapport à 2021. Les États-Unis se maintiennent à la 10^{ème} place, alors que la Chine recule de la 16^{ème} à la 17^{ème} position.

Europe : Les 9 pays européens qui figuraient dans le top 15 du WCY 2021 le sont également en 2022. Le gain de rangs de la Finlande (+3), du Danemark (+2) et de l'Irlande (+2) sont à souligner.

Les trois pays voisins du Luxembourg voient leur classement rester stable ou progresser, en comparaison avec l'an dernier. L'Allemagne se maintient à la 15^{ème} position, alors que la Belgique passe du 24^{ème} au 21^{ème} rang et la France, de la 29^{ème} à la 28^{ème} place. Bien qu'en recule de deux places, les performances de l'Allemagne pour le pilier « Performances économiques » restent très bonnes (5^{ème} position). La Belgique affiche également ses meilleures performances sur ce pilier (14^{ème}), la France se distinguant sur le volet « Infrastructures » (15^{ème}).

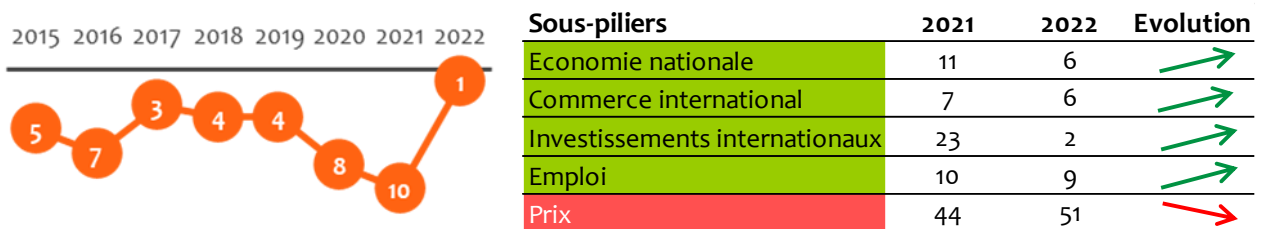
COUP DE PROJECTEUR SUR LA COMPETITIVITE DU LUXEMBOURG

L'analyse par piliers

PERFORMANCES ECONOMIQUES

Un leadership bienvenu, mais quel impact du retour de l'inflation ?

Le Luxembourg prend le leadership sur le pilier « **Performances économiques** ». Un gain de 9 positions permet à l'économie luxembourgeoise de passer en un an de la 10^{ème} à la 1^{ère} position, devant Singapour et les Etats-Unis. Le Grand-Duché profite de deux dynamiques : des performances relativement solides durant la brève accalmie d'entre deux crises en 2021 et, surtout, le retour d'indicateurs positifs pour les investissements internationaux. Un seul bémol, essentiel dans cette période de retour à une forte inflation, l'évolution des prix inquiète de plus en plus au Luxembourg.²



L'économie luxembourgeoise a notablement amélioré son classement sur le sous-pilier « **Economie nationale** » pour atteindre la 6^{ème} place (contre la 11^{ème} en 2021). Lors d'une année 2021 particulière sur le plan économique, entre la relance post-Covid et l'apparition de difficultés d'approvisionnement notamment, le taux de croissance réelle du PIB a atteint 6,9% au Luxembourg (8^{ème}), contre 5,9% pour la moyenne des participants au classement IMD. Pour rappel, ces chiffres étaient l'an dernier de -1,3% pour le Luxembourg et -5,1% pour les participants au classement IMD, le Grand-Duché s'en sortant alors bien mieux que la plupart des autres économies avancées. S'agissant de l'évolution du PIB réel par habitant, l'économie luxembourgeoise n'est plus que 26^{ème} (+5,46%), ce qui démontre à nouveau que la croissance économique luxembourgeoise est principalement portée par la croissance démographique (croissance quantitative). Le Luxembourg conserve les premières places pour le PIB par habitant et le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, des indicateurs quelque peu surévalués en raison du phénomène frontalier.

La progression de la performance luxembourgeoise est moins marquée pour le « **Commerce international** », pour lequel le Grand-Duché passe de la 7^{ème} à la 6^{ème} position. 2^{ème} pays le plus ouvert au monde selon le ratio total du commerce sur le PIB, derrière Hong Kong, le Luxembourg demeure leader pour les exportations de services (en % du PIB), celles-ci augmentant de 20 milliards de dollars en l'espace d'un an dans l'absolu. L'économie luxembourgeoise est 11^{ème} pour le montant total des exportations de services (139 milliards de dollars). Concernant les exportations de produits, les termes de l'échange, soit le rapport entre la valeur unitaire des exportations et la valeur unitaire des importations, continuent à se détériorer. Avec un ratio de 92,9 sur 100, le Luxembourg (55^{ème}) exporte des produits qui ont de moins en moins de valeur. Ce qui interroge sur une trop faible spécialisation technologique. Enfin, le secteur du tourisme international a vigoureusement rebondi et constitue un atout fort de l'économie, représentant 6,07% du PIB (3^{ème}).

L'un des principaux enseignements de cette édition est la nette amélioration du classement du Luxembourg sur le domaine des « **Investissements internationaux** », avec un gain de 21 positions du 23^{ème} au 2^{ème} rang. L'économie luxembourgeoise est classée 2^{ème} pour la part du stock des investissements

² Les sous-piliers dans le top 20 sont représentés en vert, entre la 21^{ème} et la 40^{ème} place en orange et au-delà de la 40^{ème} place en rouge.

directs à l'étranger sur le PIB et pour l'indicateur similaire d'investissements directs depuis l'étranger. Ainsi, la hausse des flux directs d'investissements internationaux a, dans les deux sens, en partie corrigé les reculs enregistrés ces deux dernières années. Le Luxembourg perd un rang pour les investissements de portefeuille, tant à l'actif (4^{ème}) qu'au passif (5^{ème}). Les économies qui devancent le Grand-Duché sur cette activité sont l'Irlande, les Etats-Unis, la Chine, l'Allemagne et la France.

La dynamique en matière d'emplois a légèrement ralenti, le Luxembourg étant positionné 15^{ème} pour la croissance des emplois en 2022 (+3,07%), contre une 1^{ère} position en 2021 et la 5^{ème} en 2020. Ceci pourrait toutefois découler d'un rattrapage d'autres pays du fait d'un plus fort effet sur l'emploi de la crise Covid. L'économie luxembourgeoise est 9^{ème} en 2022 pour le sous-pilier « **Emploi** » (10^{ème} en 2021). Le Grand-Duché est le pays au plus fort taux d'emplois (76,7%), un indicateur boosté par les frontaliers en provenance de la Grande Région. Concernant le taux de chômage, le Luxembourg ne se situe qu'à la 30^{ème} position (avec un taux de 5,6%) et à la 32^{ème} pour le chômage de longue durée (1,8%). Dans un pays en manque de main-d'œuvre, ceci illustre les difficultés d'adéquation entre les compétences des personnes éloignées de l'emploi et celles nécessaires aux entreprises.

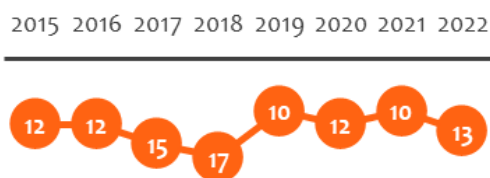
Enfin, une détérioration continue de la performance du Luxembourg sur le sous-pilier « **Prix** » est observable depuis 2016, avec une baisse du classement de la 29^{ème} place il y a 6 ans à la 51^{ème} en 2022, alors que les statistiques du rapport datent de 2021 et donc avant les forts taux d'inflation de 2022. Avec 3,5% d'inflation sur la période considérée, le Luxembourg n'est que 39^{ème}, ce qui peut préoccuper sur la persistance d'une inflation supérieure au Grand-Duché dans les années à venir par rapport à ses concurrents économiques. Le coût de la vie à Luxembourg-Ville tend à augmenter plus vite que dans d'autres villes principales du pays (36^{ème}), notamment pour la location de bureaux (50^{ème}). La capitale était 23^{ème} et 44^{ème} pour ces deux indicateurs en 2018.

EFFICIENCE DES POUVOIRS PUBLICS

Des pouvoirs publics perçus comme moins compétitifs

Alors que les principaux résultats statistiques du Luxembourg s'étaient maintenus l'année précédente pour le pilier « **Efficacité des pouvoirs publics** », le Grand-Duché a perdu 3 rangs dans ce domaine en raison d'une moins bonne perception des dirigeants d'entreprises sur sa compétitivité cette année. Ceci est notamment observable pour la « Législation des affaires » et des indicateurs tels que l'accessibilité du marché des capitaux, la réglementation sur la concurrence ou encore la bureaucratie.

Sous-piliers	2021	2022	Evolution
Finances publiques	6	8	→
Politique fiscale	41	41	→
Cadre institutionnel	8	9	→
Législation des affaires	6	13	→
Cadre sociétal	7	8	→



Malgré une perte de deux positions, le Luxembourg confirme faire partie des économies solides sur le plan des « **Finances publiques** » avec une 8^{ème} place en 2022. Si les effets de la crise et des importantes dépenses entreprises par l'Etat luxembourgeois pour protéger l'économie et le pouvoir d'achat des ménages ne s'observent pas sur le budget en excédent de 0,9%, la dette s'est toutefois accrue de 11,85% en l'espace d'une année (47^{ème}). Le Grand-Duché est 8^{ème} pour la dette en pourcentage du PIB (25,1%) et 3^{ème} pour le taux de paiement des intérêts de la dette sur les revenus (0,36%). Dans l'avenir se posent plusieurs questions sur l'évolution des finances publiques, tant du côté des recettes avec l'impact de la réforme internationale de l'imposition des sociétés, que des dépenses alors que de nouveaux dispositifs tels que le crédit d'impôt énergie ont récemment été mis en place.

Le Luxembourg perd quelques places sur les sous-piliers « **Cadre institutionnel** » (9^{ème}, -1 rang) et « **Législation des affaires** » (13^{ème}, -7 rangs). Les dirigeants d'entreprises notent dans l'ensemble plus sévèrement l'écosystème des affaires luxembourgeois, que ce soit sur ses atouts tels que l'adaptabilité du gouvernement aux changements économiques, passée de la 3^{ème} à la 8^{ème} place en un an, ou des points faibles déjà mis en exergue les années précédentes, telle que la capacité du cadre légal et réglementaire à favoriser la compétitivité des entreprises. Le nombre de jours (16,5) et de procédures (5) nécessaires à la création d'une entreprise se maintiennent au même niveau de 2018, positionnant le Luxembourg aux 48^{ème} et 24^{ème} positions pour ces deux indicateurs. Toutefois, les chiffres de créations d'entreprises sont très positifs pour cette édition avec une 3^{ème} position pour le nombre de nouvelles entreprises pour 1.000 habitants de 15 à 64 ans. Si les dirigeants d'entreprises interrogés estiment que les incitations à l'investissement sont attirantes pour les investisseurs étrangers (8^{ème}), ils s'inquiètent d'un regain de protectionnisme au Grand-Duché (19^{ème}, -8 places). De même, ils estiment que des progrès sont à accomplir en matière de « Concurrence équitable », notamment pour la propriété d'entreprises par l'Etat (41^{ème}) et l'économie parallèle (19^{ème}). Le Luxembourg gagne deux places pour les objectifs de développement durable, étant toutefois toujours relativement mal classé sur cet indicateur (37^{ème}).

41^{ème} en 2022 pour le sous-pilier « **Politiques fiscales** », l'économie luxembourgeoise conserve le même rang qu'en 2021. Avec un total des recettes en provenance de l'impôt qui représente 38,23% du PIB, le Luxembourg se situe à la 51^{ème} position sur cet indicateur. Les différents classements sur ce sous-pilier, entre la 24^{ème} position pour les impôts indirects et la 58^{ème} pour les taxes sur le capital et la propriété, renvoient l'image d'un pays peu compétitif sur le plan fiscal. Le Grand-Duché n'est par ailleurs que 33^{ème} pour le taux de cotisations sociales pour les employeurs et 40^{ème} pour celui des employés. C'est une perte de 10 rangs en dix ans par rapport au premier de ces deux indicateurs et donc un recul majeur de la compétitivité-coût du travail. Les dirigeants d'entreprises estiment que l'imposition des ménages ne désincite jusqu'ici que peu au travail (8^{ème}).

Le Luxembourg demeure dans le top 10 concernant le « **Cadre sociétal** » (8^{ème}). Le pays a connu une réduction des inégalités de revenu durant la crise, le coefficient de Gini passant de 35,4/100 l'an dernier à 34,2 cette année (31^{ème}). Du côté de l'égalité des chances entre genres, le Luxembourg continue à se démarquer par le plus faible écart de revenus entre hommes et femmes et peut se féliciter d'une hausse de 30% à 35% du pourcentage de femmes parmi les députés (22^{ème}). A un an des élections, le Grand-Duché est situé 8^{ème} par les dirigeants d'entreprises vis-à-vis du risque d'instabilité politique, tandis que l'ONG *Reporters sans frontières* ne classe le pays que 17^{ème} parmi les participants au classement IMD pour la liberté de la presse.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Un environnement des affaires ébranlé et des dirigeants d'entreprises moins confiants

Après une amélioration de son classement entre 2020 et 2021 (+4 places) sur le pilier « **Environnement des affaires** », le Luxembourg recule à la 20^{ème} position en 2022 par rapport à l'année dernière (-7 positions), derrière la Belgique et devant l'Allemagne. Cette sous-performance concerne l'ensemble des sous-piliers, le recul de l'économie luxembourgeoise étant particulièrement marqué sur les aspects « Marché du travail » (-11 rangs), « Pratiques de gestion d'entreprise » (-19 rangs) et « Attitudes et valeurs » (-14 places).

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Sous-piliers	2021	2022	Evolution
4	9	6	8	12	17	13	20	Productivité et efficacité	6	11	→
								Marché du travail	13	24	→
								Finance	10	14	→
								Pratiques de gestion d'entreprise	20	39	→
								Attitudes et valeurs	16	30	→

11^{ème} en 2022 derrière la Belgique, le Luxembourg recule de 5 rangs sur le sous-pilier « **Productivité et efficacité** » par rapport à 2021. Il maintient sa 1^{ère} place pour la productivité globale en parité de pouvoir d'achat et pour la productivité du travail, toujours en parité de pouvoir d'achat. Passant de la 59^{ème} à la 11^{ème} position entre 2021 et 2022, l'économie luxembourgeoise s'améliore sensiblement concernant la croissance réelle de la productivité globale, enregistrant une progression de 5,6% entre 2019 et 2021 (années considérées pour cet indicateur). Toutefois, comparé à l'année dernière, les dirigeants d'entreprises sont généralement plus pessimistes quant à l'efficacité des entreprises luxembourgeoises en comparaison internationale, pour les PME (22^{ème}, -9) comme pour les grandes entreprises (36^{ème}, -24). Ils estiment par ailleurs que les entreprises n'ont pas (ou peu) progressé dans leur utilisation des outils et technologies numériques pour améliorer leurs performances (29^{ème}, -12).

Par ailleurs, les performances du Luxembourg sont également en recul sur le sous-pilier « **Marché du travail** ». A la 24^{ème} position, il perd 11 places par rapport à l'an dernier. L'économie du pays reste dynamique et bénéficie du taux de main-d'œuvre sur la population le plus élevé du classement IMD. Cependant, on observe un recul au niveau de l'indicateur de croissance de la main-d'œuvre pour lequel le Luxembourg se place en 13^{ème} position (-9 places) avec un taux de croissance de 2,8%, supérieur au précédent (2,3%) qui peut s'expliquer par le rattrapage de certains pays. Par ailleurs, si la crise a eu un effet positif sur la disponibilité de la main-d'œuvre, les dirigeants d'entreprises interrogés font état de difficultés pour trouver les profils adéquats, qui tendent à s'amplifier. Ainsi, le Luxembourg perd 4 places sur la disponibilité de la main-d'œuvre (52^{ème}) et les craintes que la fuite des « cerveaux » (personnes à haut niveau d'études et qualifiées) entrave la compétitivité de l'économie du pays sont plus fortes qu'auparavant (23^{ème}, -11 places). Le besoin de développer davantage l'apprentissage constitue un axe central pour les entreprises, celles-ci positionnant le pays à la 26^{ème} place (-11 rangs). Dans le même temps, l'attraction et le maintien des talents constitue une priorité moindre pour les entreprises (10^{ème}, -1 place), qui peinent par ailleurs à trouver des talents seniors (45^{ème}, -8 rangs). Fait marquant, la place attribuée à la formation des employés au sein des entreprises a chuté, le Luxembourg passant de la 11^{ème} à la 29^{ème} place, soit un recul de 18 places, qui peut s'expliquer par le climat d'incertitude actuel, reparti à la hausse suite aux effets monétaires et économiques de la guerre en Ukraine.

14^{ème} en 2022 sur le sous-pilier « **Finance** », devant la Belgique et derrière l'Allemagne, l'économie luxembourgeoise perd 4 rangs par rapport à 2021, s'éloignant de ses performances de 2018 (3^{ème}) et 2019 (5^{ème}). Le Luxembourg reste le pays où les actifs du secteur bancaire sont les plus élevés par rapport au PIB (752% du PIB). Contrairement à l'année précédente, les dirigeants d'entreprises considèrent que la conformité réglementaire est insuffisamment développée, plaçant le pays à la 15^{ème} place, soit un recul de 11 places par rapport à 2021. Du reste, ils sont visiblement préoccupés par le soutien des services bancaires et financiers à l'activité économique, rétrogradant le pays de la 20^{ème} à la 46^{ème} position. Avec les effets combinés de l'arrivée à échéance des aides étatiques à destination des entreprises mises en place durant la crise Covid, dont certaines remboursables, et la normalisation de la politique monétaire de la Banque Centrale européenne dans un contexte de forte inflation, la soutenabilité de la dette des entreprises est un sujet clé. Cela transparait au travers de la question sur les effets de la dette des entreprises sur leur capacité à être concurrentielles, le pays passant de la 9^{ème} position en 2021 à la 27^{ème} en 2022. Après une baisse de la capitalisation boursière entre les éditions 2020 et 2021 du classement IMD, celle-ci est répartie à la hausse, passant de 47,8% du PIB à 75,6% dans l'édition 2022 (25^{ème}, +8 places).

Située au 39^{ème} rang sur le sous-pilier « **Pratiques de gestion d'entreprise** », l'économie luxembourgeoise cède 19 places par rapport à l'an dernier, ce qui en fait son classement le plus bas sur le pilier « Environnement des affaires », loin de sa 10^e place de 2017 et 2018. Si les dirigeants d'entreprises étaient dans l'ensemble plutôt confiants dans la capacité de réactivité des entreprises face à la crise Covid, l'édition 2022 du classement IMD révèle un net changement de perception dû aux tensions géopolitiques et à ses répercussions sur l'économie mondiale, et particulièrement européenne. Dans ce contexte tendu, les participants à l'enquête perçoivent les entreprises comme moins agiles (30^{ème} position, -19 places), avec un niveau de connaissance de l'évolution des conditions du marché plus faible qu'avant (38^{ème}

position, -22 places) et une capacité de réaction des acteurs économiques aux opportunités et menaces largement érodée (50^{ème} rang, -37 places). Sur l'utilisation des dernières évolutions technologiques – big data et outils d'analyse – par les entreprises, les dirigeants d'entreprises situent le pays à la 46^{ème} place, soit un recul de 25 rangs par rapport à 2021. Concernant la culture entrepreneuriale, le pays améliore son positionnement relativement à la peur de l'échec d'entreprendre (20^{ème}, +20 places), mais recule de 6 places pour le taux de nouveaux entrepreneurs.

Le Luxembourg recule également sur le sous-pilier « **Attitudes et valeurs** ». A l'exception des effets de l'image du pays à l'étranger sur l'activité économique, sur lequel le pays reste 22^{ème}, l'appréciation des dirigeants d'entreprises s'est dégradée sur la vision positive de la société envers la mondialisation (38^{ème}, -12 places), tout comme sur l'ouverture de la culture nationale aux idées étrangères (22^{ème}, -11 rang). Concernant la capacité de flexibilité et d'adaptation des personnes face à de nouveaux défis, les dirigeants font reculer le pays de 16 places (45^{ème} position). Par ailleurs, les dirigeants d'entreprises notent une moindre compréhension de la nécessité de mener des réformes économiques et sociales (de la 23^{ème} à la 36^{ème} place entre 2021 et 2022). Cette 36^{ème} place doit alerter sur la capacité du Luxembourg (et de l'Union européenne) à atténuer les effets des crises à répétition sur les acteurs économiques. Enfin, il reste du chemin à parcourir dans la mise en œuvre de la transformation digitale au sein des entreprises. Suite aux progrès observés par les dirigeants d'entreprises dans l'édition 2021 du classement, ceux-ci se montrent plus réservés, plaçant le Grand-Duché à la 32^{ème} place en 2022, en recul de 13 rangs par rapport à l'année dernière.

INFRASTRUCTURES

Un retard à rattraper sur les infrastructures technologiques et scientifiques

Le Luxembourg conserve la 24^{ème} position sur le pilier « **Infrastructures** » pour la troisième année consécutive, malgré une baisse de compétitivité sur l'ensemble des sous-piliers. Le recul est particulièrement marqué concernant les infrastructures technologiques (-9 rangs) et scientifiques (-4), le Luxembourg figurant respectivement à la 40^{ème} et à la 31^{ème} place, loin derrière les pays voisins (la France est 15^{ème} sur ces deux aspects, l'Allemagne 2^{ème} sur les infrastructures scientifiques et la Belgique 17^{ème}).

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Sous-piliers	2021	2022	Evolution
								Infrastructures de base	9	13	→
								Infrastructures technologiques	31	40	→
								Infrastructures scientifiques	27	31	→
								Santé et environnement	19	21	→
								Education	11	12	→



Le Grand-Duché passe de la 9^{ème} à la 13^{ème} position sur le sous-pilier « **Infrastructures de base** » et bénéficie toujours fortement de la croissance de sa population (+1,38% en 2021 par rapport à 2020 ; 7^{ème} croissance la plus élevée du classement). Classé 9^{ème} pour le taux de dépendance, soit le total de la population de moins de 15 ans et de plus de 64 ans divisée par la population active, le Luxembourg jouit d'une population active importante au regard de l'ensemble de sa population. Bien que la voiture demeure le mode de transport principal, le Luxembourg n'est que 24^{ème} pour la densité de son réseau routier, en progression de 2 places par rapport à l'édition 2021 du classement. Par ailleurs, il progresse d'une place – de la 62 à 61^{ème} position – pour la part des énergies produites sur son territoire sur le total des besoins en énergie, avec un pourcentage progressant de 5,1 à 5,8%. Cette tendance à la hausse, qui fait suite à une évolution discontinue au cours des dix dernières années, reste à suivre à l'avenir.

40^{ème} en 2022 concernant les « **Infrastructures technologiques** », l'économie luxembourgeoise perd 9 places par rapport à l'an passé, son recul le plus important du pilier « Infrastructures ». La faible spécialisation de l'économie dans les hautes technologies est une constante, illustrée notamment par la faible poids des produits de haute technologie – 5,6% – dans les exportations totales de produits manufacturés (en baisse constante depuis 2018 et ses 7,6%). A la 54^{ème} position, le Luxembourg recule d'un rang, bien en deçà des 64% de Hong Kong ou des 61% des Philippines. Cette tendance est également illustrée par le pourcentage de services TIC parmi les exportations de services dont la progression, très lente – 3,8% en 2017, 4,3% en 2018 (dernières données disponibles) – contraste avec le pourcentage d'Israël, supérieur à 45%. Le Luxembourg est le pays qui exporte le plus de services en pourcentage de son PIB et le volume de ses exportations de services a continué à progresser en 2020 et 2021 (pour 2020, le pays se distingue même des autres pays de la zone euro). Les TIC ont, par conséquent, un poids plus important dans son économie que ce que montre cet indicateur. Dans le top 5 pour le nombre d'utilisateur d'Internet avec 983 utilisateurs pour 1.000 personnes, 6^{ème} pour la vitesse moyenne de connexion Internet, le pays se distingue par une infrastructure technique développée et une population largement connectée. A l'inverse, les dirigeants d'entreprises estiment que les compétences digitales et technologiques sont rares, plaçant le Luxembourg à la 38^{ème} (-16 rangs par rapport à 2021) et à la 54^{ème} place (recul de 7 rangs par rapport à l'année dernière) pour la disponibilité d'ingénieurs qualifiés sur le marché du travail. 62^{ème}, le Luxembourg accorde 0,12% de son PIB à des investissements en télécommunication (comparé au plus de 1% de l'Inde). En outre, les dirigeants d'entreprises rétrogradent le Luxembourg sur l'accessibilité du financement de projets technologiques, du 13^{ème} au 32^{ème} rang.

31^{ème}, la position du Luxembourg concernant les « **Infrastructures scientifiques** » résulte d'un glissement de performances (-4 rangs par rapport à 2021, en retrait de 8 places relativement à ses performances de 2017 et 2018). Les dépenses de recherche et développement (1,1% du PIB) demeurent inférieures à la moyenne des 63 économies du classement IMD (1,5%). Cela s'explique pour une large part par le décrochage des dépenses privées de R&D, qui pèsent pour 0,61% du PIB (contre 1,1% en moyenne dans les économies incluses dans le classement IMD). A la 37^{ème} position, le Luxembourg recule d'une place sur cet indicateur. Les pays les mieux classés, revenant périodiquement en tête de peloton, sont Israël, la Corée du Sud et Taïwan avec des investissements privés équivalent à plus de 2,6% du PIB (et plus de 4% pour Israël). En outre, les activités de moyenne et haute-technologie ne représentent que 20,8% de la valeur ajoutée produite par le secteur manufacturier (contre 38,6% en moyenne parmi les 63 économies intégrées dans le classement IMD), ce qui confirme la faible spécialisation technologique du secteur industriel. Singapour, Taïwan et la Suisse constituent le plus souvent le trio de tête sur cet indicateur. Par ailleurs, l'intérêt pour les études supérieures scientifiques et techniques reste limité, le Luxembourg figurant en queue de peloton (51^{ème} sur 63 pays), avec 19% de ses diplômés dans les matières STEM (sciences, technologies IT, ingénierie, mathématiques), comparé à 24,7% en moyenne. Le total de personnes travaillant en R&D (5,7 ETP pour 1.000 personnes, contre 233,3 en moyenne), tout comme le nombre de ces personnes actifs au sein d'une entreprise (3,2 ETP pour 1.000 personnes, contre une moyenne de 183,3) figurent parmi les plus faibles du classement IMD, le pays se classant à la 50^{ème} position sur ces deux indicateurs. Les résultats sont meilleurs si l'on regarde les chiffres par habitant. Malgré une très légère baisse de performance sur une année, le Luxembourg maintient sa 17^{ème} place pour le nombre de chercheurs et sa 14^{ème} position pour le total de personnel R&D au sein des entreprises. Par ailleurs, le nombre d'articles scientifiques publiés par des chercheurs basés au Luxembourg a poursuivi son évolution ascendante, passant de 869 en 2018 à 909 en 2019 (données les plus récentes dont dispose IMD). Les brevets restent le point fort du Grand-Duché (2^{ème} derrière la Suisse et devant le Japon) avec 3.324 brevets pour 100.000 habitants

Le Luxembourg recule de 2 rangs sur le sous-pilier « **Santé et environnement** », passant ainsi de la 19^{ème} place en 2021 à la 21^{ème} en 2022. Le secteur de la santé figure en bonne place parmi les sujets phares des décideurs politiques et des acteurs économiques, tout particulièrement depuis le début de la crise sanitaire en mars 2020. Avec une perte de trois rangs pour le nombre d'habitants par praticien et infirmier, les résultats demeurent cependant bien en-deçà de la moyenne des 63 économies participantes au

classement IMD (88,2 habitants pour 1 infirmier, contre 302,8 en moyenne ; 340,5 habitants par praticien, comparé à une moyenne de 533,9). Le Luxembourg se distingue par la qualité de ses infrastructures médicales, les dirigeants d'entreprises positionnant le Grand-Duché à la 13^{ème} place, soit une progression d'une place sur un an. Par ailleurs, l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le besoin total en énergie reste modeste (8,1%, 44^{ème}).

Enfin, les performances sont également en retrait sur le sous-pilier « **Education** », avec une perte toutefois limitée (glissement de la 11^{ème} place en 2021 à la 12^{ème} en un an). En progression constante depuis 2017, 2022 marque le premier recul depuis 5 ans. Il importera dès lors de suivre attentivement l'évolution des performances du Luxembourg sur ce sous-pilier. Le pays se distingue par ses dépenses publiques d'éducation par élève et étudiant (de tous niveaux) les plus élevées, à hauteur de 29.423 \$ (la moyenne des 63 économies est de 6.944 \$). Il est également en haut du podium sur l'encadrement des élèves du primaire, avec moins de 9 élèves pour un membre du personnel enseignant. Quant à l'encadrement des élèves du secondaire, le système éducatif luxembourgeois figure à la 7^{ème} place, avec un ratio de 9,24 enfants pour un membre du personnel enseignant (la moyenne se situe à 13,7). De même, le pays se situe parmi les pays leaders sur la mobilité des étudiants à l'international (2^{ème}), le taux d'illettrisme (1^{er}) et les compétences linguistiques (6^{ème}). Le pourcentage de diplômées parmi les femmes entre 25 et 65 ans a fortement augmenté ces dernières années, atteignant 53,4% en 2019 et reculant légèrement en 2020 pour s'établir à 52,5%, s'accompagnant d'un glissement de la 9^{ème} à la 11^{ème} place. En outre, le Luxembourg recule d'un rang pour figurer à la 25^{ème} position du *Times Higher Education University ranking*. La relative faible compétitivité du système éducatif transparait également au travers des résultats modestes du Luxembourg au test PISA (*Programme for International Student Assessment*) de l'OCDE. Au 34^{ème} rang pour le pourcentage d'élèves qui ont un niveau insuffisant, le pays figure loin derrière les leaders asiatiques que sont la Chine, Singapour et Hong Kong. En Europe, les pays où les élèves sont les plus performants sont l'Estonie, la Finlande et la Pologne.

LES FACTEURS CLES DE L'ATTRACTIVITE POUR LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

Lors de chaque édition du WCY, les participants à l'enquête d'opinion des dirigeants d'entreprises sélectionnent parmi une liste de 15 facteurs ceux qui sont les plus importants pour l'attractivité de l'économie. La compétitivité du régime fiscal monte à la 3^{ème} place des « **key attractiveness indicators** » du Luxembourg, tandis que disposer d'infrastructures fiables est dans le top 5 pour la première fois depuis de nombreuses années. Ceci pourrait être la conséquence d'un retour massif des salariés sur le lieu de travail dans la période post-Covid et d'une pression de plus en plus forte sur les infrastructures actuelles. La prédictibilité des politiques et le dynamisme économique sont, comme lors des années précédentes, les priorités mises en avant par les entreprises :

1. *“Policy stability & predictability”*,
2. *“Dynamism of the economy”*,
3. *“Competitive tax regime”*.
4. *“Reliable infrastructure”*,
5. *“Skilled Workforce”*.

En outre, l'environnement pro-business a été cité par près d'un tiers des dirigeants d'entreprises et la compétitivité-coût par plus d'un quart d'entre eux, un record sur la dernière décennie.

LA METHODOLOGIE D'IMD POUR MESURER LA COMPETITIVITE

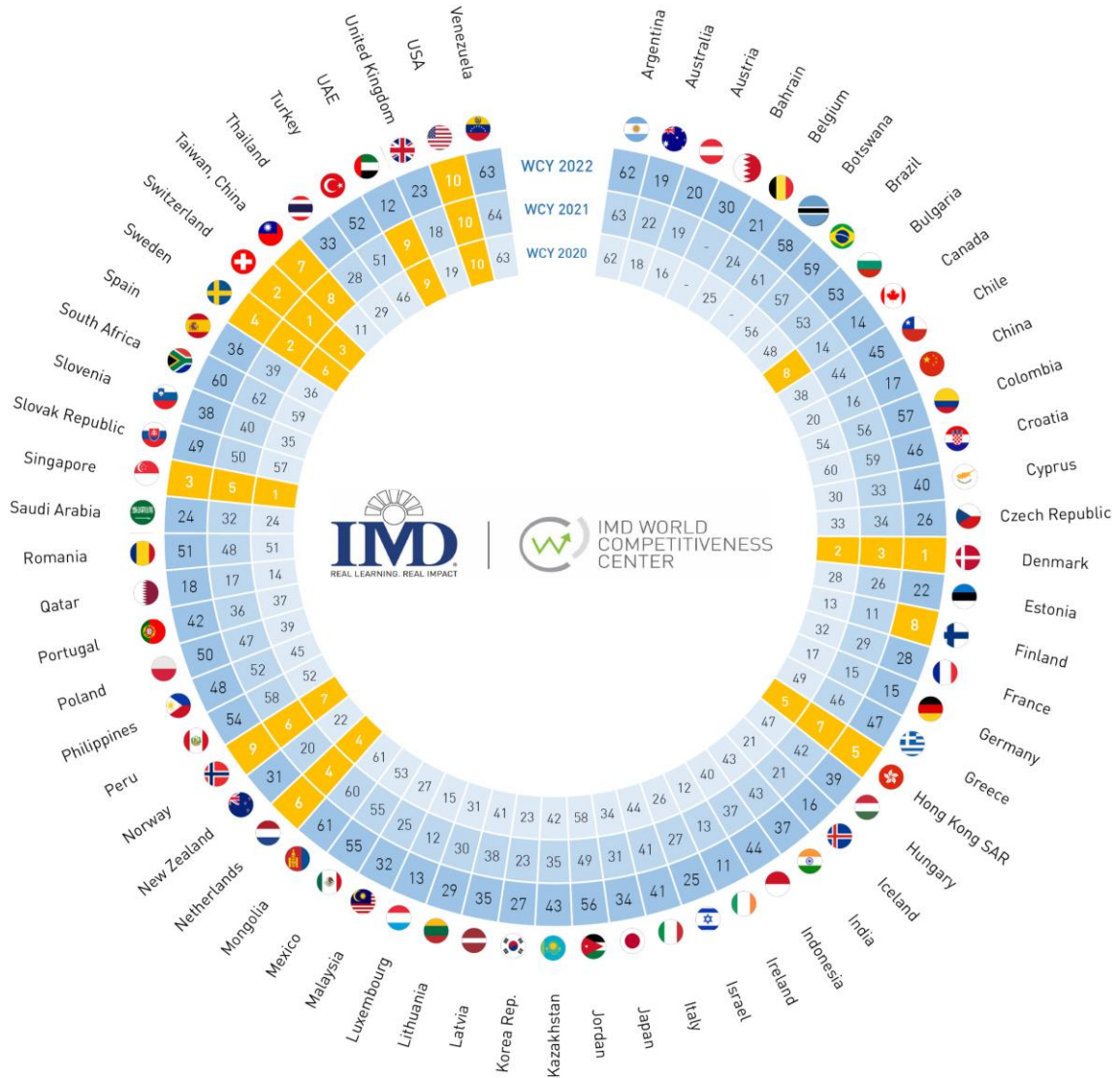
Avec 255 indicateurs différents, recueillis pour chacun des 63 pays analysés, une certaine prudence prévaut dans l'interprétation des classements annuels de l'IMD. En effet, la pertinence de certains indicateurs peut dépendre de spécificités nationales qui se prêtent parfois difficilement à un exercice de comparaison.

Au niveau de certains résultats du classement, il convient de préciser qu'en l'absence de chiffres officiels du STATEC, l'IMD a eu recours aux chiffres de 2021 (ou 2017/2018/2019/2020) pour certains indicateurs, ce qui ne reflète donc pas l'état des circonstances les plus récentes. Cependant, ce sont tous des indicateurs à caractère relativement stable et le Luxembourg ne connaît ni dégradation, ni amélioration substantielle liée à l'utilisation de ces statistiques.

Le classement IMD demeure un outil utile à la prise de décision pour les autorités politiques des pays concernés puisqu'il permet de visualiser rapidement les forces et faiblesses de chacune des dimensions-clés de leur compétitivité. La comparaison peut se faire à la fois dans l'espace (entre le Luxembourg et d'autres zones géographiques) et dans le temps (performances du Luxembourg au fil des années). De manière générale, deux sortes d'indicateurs peuvent être identifiés : les indicateurs d'*input* (par exemple, investissements en infrastructures en pourcentage du PIB) d'une part, et les indicateurs d'*output* (par exemple, croissance du PIB) d'autre part. Les indicateurs d'*input* sont les indicateurs les plus à même d'être influencés par les décisions politiques, tandis que les indicateurs d'*output* reflètent, dans une certaine mesure, les résultats de ces décisions.

Classement de l'ensemble des pays sur la période 2020-2022

The IMD World Competitiveness Ranking 2020-2022



Auteurs : **Affaires Economiques**
 Pour contacter les auteurs : eco@cc.lu